

Direction de l'Information
Ministère des Affaires étrangères
Ottawa Canada

Bulletin

hebdomadaire canadien

Vol. 27, N° 10

8 mars 1972

LE COMMERCE EXTÉRIEUR DU CANADA EN 1971

L'excédent commercial du Canada (marchandises) a été de 2,096 millions de dollars en 1971. Le deuxième en importance à être enregistré au Canada, il est inférieur de 772 millions de dollars à l'excédent record de 2,868 millions de dollars réalisé en 1970. Cette diminution provient d'une hausse de 1,656 millions de dollars (11.9%) des importations (15,608 millions de dollars); cette hausse a été plus forte que la progression de 884 millions de dollars (5.3%) des exportations (17,704 millions de dollars).

Ces données comprennent les révisions des chiffres sur les exportations d'automobiles vers les États-Unis qui ont été publiés auparavant; elles ont été de 90 millions de dollars en 1970 et de 143 millions en 1971. Les révisions tiennent compte des différences découvertes récemment dans les méthodes de comptabilité utilisées par les diverses sociétés internationales de construction automobile.

La hausse des prix a contribué dans une mesure d'environ 2% à l'accroissement de la valeur des importations canadiennes en 1971, mais elle n'a exercé pratiquement aucune influence sur la hausse de la valeur des exportations. En 1970, l'ensemble du commerce extérieur du Canada (les exportations - importations) s'est accru d'environ 3.3% en chiffres réels (sans les hausses de prix), soit un taux de croissance identique à celui de la production inté-

rieure. En 1971 cependant, le commerce extérieur a progressé d'environ 7.3%, dépassant les prévisions de croissance (environ 6%) en production réelle; cette progression reflète l'accélération des importations qui a accompagné une forte augmentation de la production industrielle du Canada, des mises en chantier de logement et des dépenses des consommateurs.

COMMERCE CANADA-ÉTATS-UNIS

En 1971, les États-Unis ont reçu 68% de l'ensemble des exportations du Canada, contre 65% en 1970, et ils ont fourni 70% des importations du Canada, contre 71% l'année précédente. La valeur des exportations à destination des États-Unis a progressé de 10%, passant à 12,006 millions de dollars en 1971; cette hausse est due principalement à un accroissement de la demande de biens canadiens à la suite de la reprise de la production industrielle des États-Unis et des dépenses des consommateurs en automobiles, logements et autres biens durables. Les produits finis ont représenté environ 48.5% de ces exportations, ce qui constitue une augmentation par rapport au 47.5% de 1970, et un pourcentage presque égal au chiffre record de 49.0% réalisé en 1969. Les importations ont avancé de 10.4% pour totaliser 10,949 millions de dollars (la balance commerciale passant de 999 à 1,057 millions de dollars). Les effets de la surtaxe de 10% sur environ un quart des exportations canadiennes de la mi-août à la mi-décembre ont été atténués par la reprise des exportations de véhicules qui a suivi la grève de l'année précédente. Les exportations de produits automobiles à destination des États-Unis ont progressé de 680 millions de dollars en 1971, mais les importations se sont accrues de 720 millions de dollars. Il est assez intéressant de noter que si le mouvement bilatéral des produits automobiles était exclu de la comparaison, la balance commerciale totale du Canada avec les États-Unis serait tombée de 1,057 millions de dollars à 900 millions de dollars en 1971 et de 999 millions de dollars à 818 millions de dollars en 1970.

SOMMAIRE

Le commerce extérieur du Canada en 1971	1
Exposition Emily Carr au Royal Ontario Museum	4
Accord relatif aux armes nucléaires	6
Premier pas vers le système métrique	6
La première papeterie du Canada	6
Les producteurs d'objets d'art du Nord ...	7

L'année 1970 se caractérise par une très forte demande des pays membres de la Communauté économique européenne, du Japon et de la Grande-Bretagne et par la reprise des exportations de métaux qui a suivi le règlement des comptes du travail survenus l'année précédente. En 1971 cependant, la demande d'exportations canadiennes a régressé en raison d'un ralentissement de la production dans la CEE et au Japon; elle a très légèrement augmenté en Grande-Bretagne.

La balance commerciale avec un certain nombre de marchés importants a diminué en 1971: de 242 millions de dollars avec le Japon; de 233 millions de dollars avec la CEE; de 217 millions de dollars avec la Grande-Bretagne; de 80 millions de dollars avec les autres pays du Commonwealth; et de 67 millions de dollars avec l'Amérique latine. Par contre, l'excédent a continué à s'accroître légèrement avec les États-Unis (de 58 millions de dollars) et avec le groupe résiduel des "autres pays" (de 10 millions de dollars).

LE COMMERCE DES PRODUITS AUTOMOBILES

Les ventes d'automobiles ont représenté une progression nette de 649 millions de dollars, soit près des trois quarts de la hausse de l'ensemble des exportations du Canada en 1971. Les importations de produits automobiles se sont accrues de 860 millions de dollars et elles ont représenté environ la moitié de la hausse de la demande de biens provenant de l'étranger.

La progression des exportations d'autres marchandises a varié: le blé, l'orge et les autres céréales ont augmenté de 208 millions de dollars; les graines de lin et de colza, de 80 millions; le pétrole brut, le gaz naturel et le charbon, de 204 millions; les sciages et les produits ouvrés en bois, de 176 millions; les produits chimiques, de 38 millions; les produits de pétrole et de charbon, de 32 millions; et le matériel autre que le matériel de transport ou de communication (principalement les machines de bureau), de 30 millions de dollars. Les exportations d'un certain nombre d'autres marchandises ont cependant diminué en 1971, notamment celles de minerais métalliques, de concentrés et de déchets (-127 millions de dollars), de métaux non ferreux (-262 millions); d'aéronefs (-61 millions); de fer, d'acier et d'alliages (-28 millions); de fil, de câble et d'autres produits métalliques de base (-20 millions), ainsi que de matériel de communication et de matériel annexe (-16 millions).

Les importateurs canadiens ont acheté de plus grandes quantités de machines de bureau et matériel autre que le matériel de transport ou de communication (+136 millions de dollars), de textiles (+75 millions), de matériel de communication (+73 millions), de vêtements et autres biens personnels (+71 millions), fruits, légumes, sucre et boissons (+59 millions), de fer, acier et alliages (+56 millions); de matériel ferroviaire roulant et autre matériel de

transport sauf les automobiles et les aéronefs (+46 millions) et de fournitures médicales, matériel photographique et autres produits finis divers (+40 millions de dollars). Les importations d'aéronefs ont toutefois diminué de près de 100 millions de dollars par rapport à 1970.

Dans le commerce avec les États-Unis, les exportations de produits automobiles ont progressé de 680 millions de dollars; celles de sciages et de produits ouvrés en bois, de 243 millions et celles de pétrole brut et de gaz naturel, de 182 millions de dollars. Par contre, les exportations de minerais métalliques, de concentrés et de déchets ont diminué de 63 millions de dollars et celles de produits métalliques de base et d'aéronefs ont chacune régressé de 25 millions de dollars. Les importations de produits automobiles se sont accrues de 720 millions de dollars; celles de machines agricoles et de tracteurs, de 61 millions; celles de matériel de communication, de 49 millions et celles de matériel de transport autre que les véhicules automobiles et les aéronefs, de 28 millions. Les commandes d'aéronefs des importateurs canadiens ont régressé de 80 millions de dollars; celles de fer, d'acier et d'alliages, de 30 millions de dollars.

CANADA-GRANDE-BRETAGNE-CEE

La diminution des exportations à destination de la Grande-Bretagne (de 1,485 millions de dollars à 1,361 millions) et la hausse des importations (de 738 millions de dollars à 832 millions) ont entraîné une régression de 217 millions de dollars de la balance commerciale. Il convient de noter que la diminution de 118 millions de dollars des exportations de métaux non ferreux et que l'augmentation d'environ 20 millions de dollars tant au chapitre des importations de machines industrielles que de celles de produits automobiles ont contribué à cette régression.

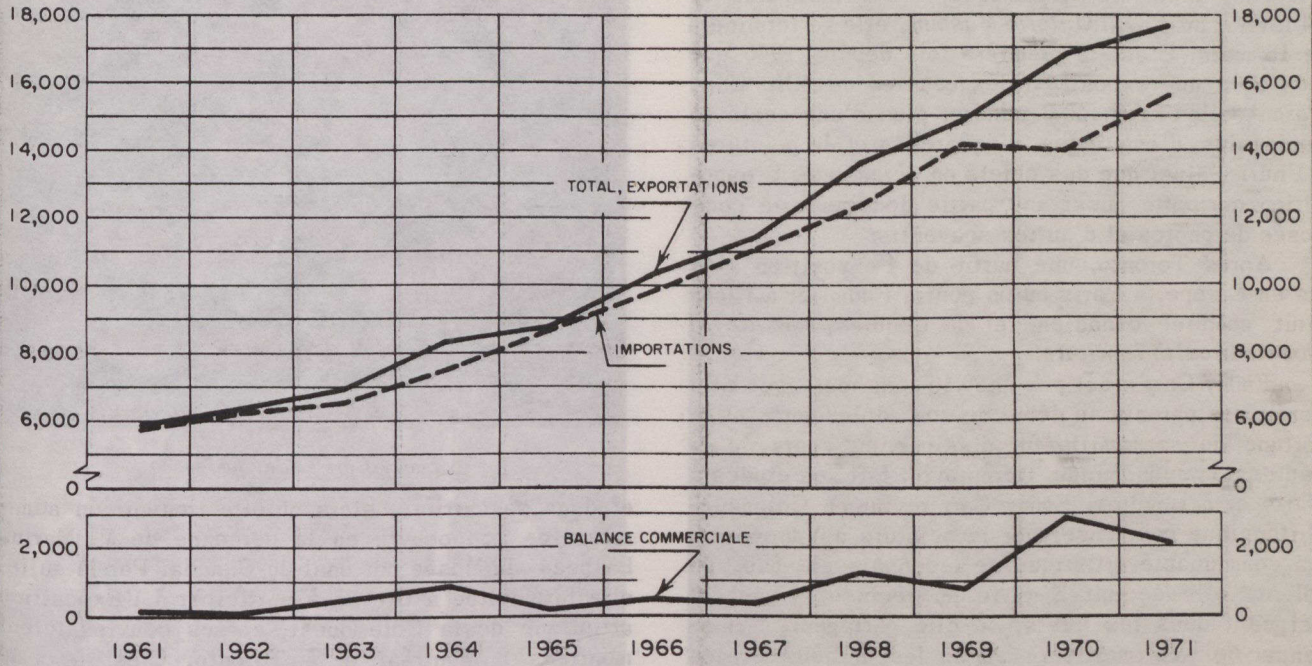
La balance commerciale avec les pays membres de la Communauté économique européenne a diminué de 233 millions de dollars à la suite d'une régression de 103 millions de dollars des exportations (qui sont tombées à 1,101 millions de dollars) et d'une augmentation de 130 millions de dollars des importations (935 millions de dollars). Les exportations de minerais, de métaux et d'aéronefs ont diminué respectivement de 65, de 86 et de 45 millions de dollars. Les importations de produits automobiles ont progressé de 33 millions de dollars et celles d'acier et d'alliages ainsi que de machines de bureau ont augmenté de presque 20 millions de dollars dans chaque cas.

CANADA-JAPON

Les exportations vers le Japon ont régressé de 22 millions de dollars (791 millions de dollars), mais les importations en provenance du Japon ont progressé de 220 millions de dollars (803 millions de dollars). La balance commerciale avec le Japon est passée d'un excédent de 231 millions de dollars à un équilibre approximatif. Les exportations de minerais,

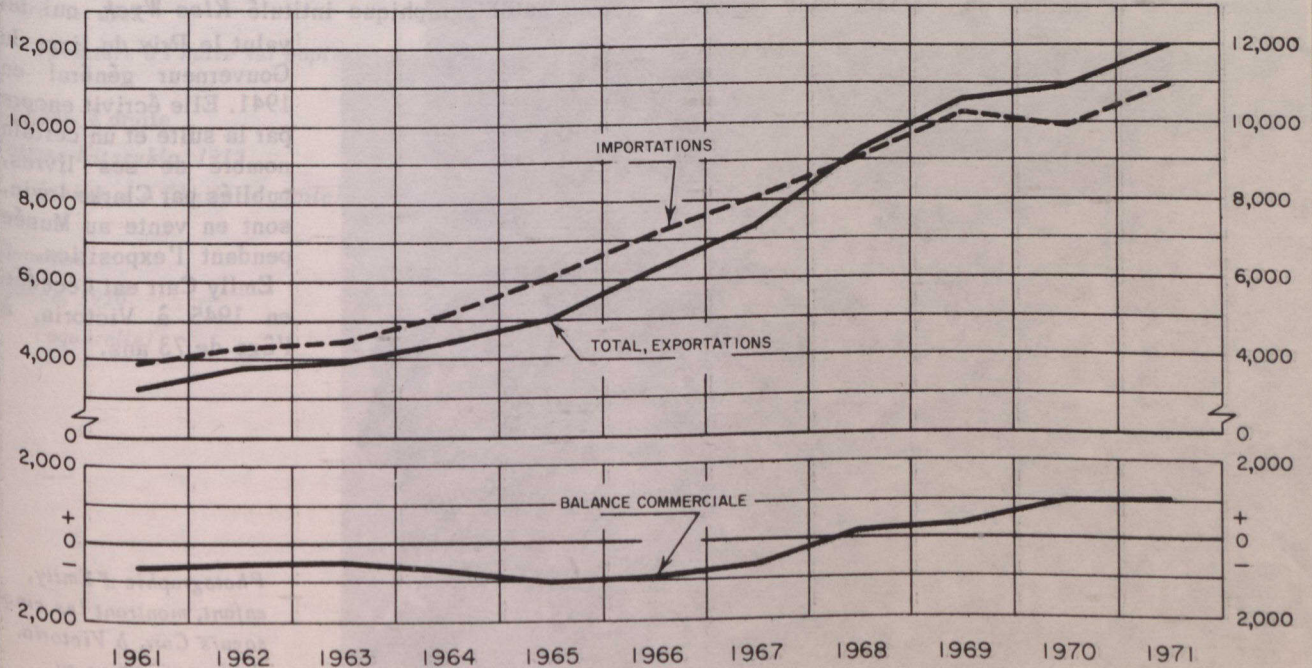
ENSEMBLE DU COMMERCE CANADIEN 1961-1971

(MILLIONS DE DOLLARS)



COMMERCE CANADO-AMÉRICAIN 1961-1971

(MILLIONS DE DOLLARS)



EXPOSITION EMILY CARR AU ROYAL ONTARIO MUSEUM

Une grande exposition des oeuvres d'Emily Carr, commémorant le centenaire de sa naissance à Victoria, Colombie-Britannique, a été inaugurée le 14 février au *Royal Ontario Museum*, elle se terminera le 15 mars. C'est la première fois depuis 1946 que l'on tient une exposition des oeuvres de Mlle Carr. Parmi celles-ci on peut admirer plus d'une centaine de dessins, d'esquisses, d'aquarelles et de peintures à l'huile, ainsi que des objets en céramique. L'exposition comporte aussi une partie documentaire composée de photos et d'autres souvenirs.

Après Toronto, une partie de l'exposition s'en ira en Europe, à Paris où on pourra l'admirer à l'Institut culturel canadien, et à Londres, au *Royal Commonwealth Institute*.

Emily Carr n'eut pas une vie très heureuse. Elle perdit ses parents au début de son adolescence et la fortune de sa famille fut dissipée au cours de la dépression économique. Après avoir fait ses études à Paris et à Londres, Emily Carr revint en Colombie-Britannique pour enseigner la peinture à Vancouver. La communauté artistique ne reconnaissant pas son talent, elle se mit à vivre en recluse, vivant et peignant dans les forêts, où elle partageait l'existence de ses meilleurs amis, les Indiens et les animaux sauvages.

Elle avait la réputation d'une excentrique et on la voyait souvent vêtue d'une vieille couverture de l'armée qui lui servait de manteau et dans laquelle un rond était découpé pour laisser passer la tête. On raconte de nombreuses anecdotes sur son adoration pour les animaux, son franc-parler et son horreur de la vie de gérante de pension de famille qu'elle menait à Victoria, seule manière qui lui permettait de trouver l'argent nécessaire pour continuer à peindre.

L'année 1927 marqua un tournant dans sa vie



Emily Carr et des amis

et dans sa carrière, alors qu'elle trouvait un admirateur de son oeuvre en la personne de M. Marius Barbeau, du Musée national du Canada. Par la suite, elle fut invitée à Ottawa à participer à l'Exposition artistique de la Côte ouest, et ses oeuvres furent montrées à Montréal et à Toronto. C'est à cette époque qu'elle rencontra le Groupe des Sept, ainsi que d'autres artistes et personnalités du monde culturel. Enfin, pour la première fois, son oeuvre était reconnue et admirée. Emily Carr était acceptée parmi les peintres canadiens; les années difficiles où elle peignait à peine touchaient à leur fin.

EMILY, AUTEUR

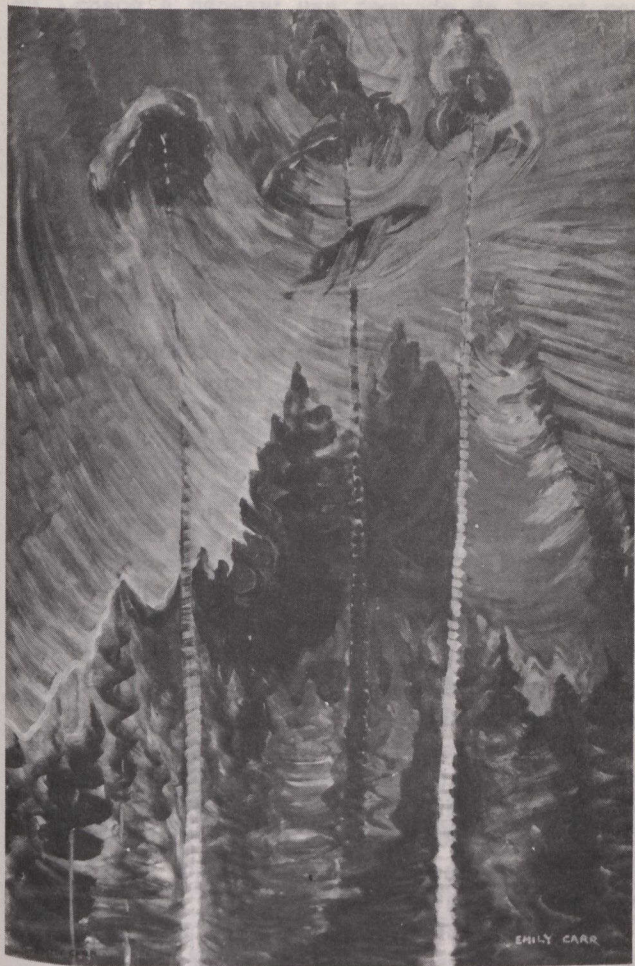
Emily Carr avait également des dons d'écrivain. A l'âge de 69 ans, elle publiait son premier livre, roman autobiographique intitulé *Klee Wyck*, qui lui

valut le Prix du livre du Gouverneur général en 1941. Elle écrivit encore par la suite et un certain nombre de ses livres, publiés par Clarke Irwin, sont en vente au Musée pendant l'exposition.

Emily Carr est décédée en 1945 à Victoria, à l'âge de 73 ans.



Photographie d'Emily, enfant, montrant les cinq soeurs Carr, à Victoria. Emily est assise au premier plan à droite.



Ci-dessus
Arbres et ciel
(peinture à l'huile sur papier)

En haut, à droite
Totems Kitseukla, 1912
(peinture à l'huile sur toile)

Ci-contre
France, 1910
(aquarelle)



Photos - Musée royal de l'Ontario

ACCORD RELATIF AUX ARMES NUCLÉAIRES

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mitchell Sharp, a annoncé que le représentant permanent du Canada à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et l'Ambassadeur du Canada en Autriche, M. F.H. Berlis, avaient signé le 21 février à Vienne un accord avec l'Agence portant sur l'application de garanties au programme nucléaire canadien. M. Sigvard Eklund, directeur général de l'AIEA, a signé au nom de l'Agence. L'accord libère le Canada des obligations contractées aux termes de l'Article III.1 du Traité de non-prolifération des armes nucléaires, d'après lequel les parties au Traité doivent accepter les garanties énoncées dans l'accord avec l'AIEA à la seule fin d'établir que l'énergie atomique est bien utilisée à des fins pacifiques et non pour la mise au point d'armes nucléaires ou d'autres dispositifs nucléaires d'explosion.

Le Canada est un des premiers adhérents au Traité de non-prolifération à conclure avec l'AIEA un accord de garanties et le premier grand pays non doté d'armes nucléaires mais avancé en technologie atomique, à signer un tel accord avec l'Agence.

Plus de 60 nations non dotées d'armes nucléaires ont ratifié le Traité de non-prolifération. Quant aux pays qui poursuivent des recherches en ce domaine, ils ont déjà conclu, ou sont sur le point de conclure avec l'AIEA, des accords de garanties analogues à l'accord canadien. On s'attend que 30 autres pays signataires ratifient le Traité au cours de cette année; parmi ceux-ci, on compte le Japon et les pays de la Communauté économique européenne. Les pays dotés d'armes nucléaires ne sont pas tenus de reconnaître les garanties aux termes du Traité de non-prolifération, mais les États-Unis et la Grande-Bretagne ont offert de soumettre à l'inspection de l'AIEA les activités nucléaires qu'ils poursuivent à des fins pacifiques.

Des inspecteurs de l'Agence viendront au Canada cette année faire une inspection relative aux garanties. Ils travailleront alors en étroite collaboration avec les agents de la Commission canadienne de contrôle de l'énergie atomique.

PREMIER PAS VERS LE SYSTÈME MÉTRIQUE

Le premier pas vers la conversion éventuelle du Canada au système métrique a été franchi le 19 janvier, mais il se peut qu'il faille attendre dix ans avant que le système familier des pouces et des livres cède entièrement la place à celui des mètres, des litres et des kilos. Cette affirmation est de M. S.M. Gossage, président de la Commission préparatoire à la conversion au système métrique.

Lors d'une récente réunion des membres de la Commission, qui a été créée par suite de la publication du Livre blanc sur la conversion au système métrique en janvier 1970, une ébauche de programme a été adoptée.

"Notre première démarche s'adressera à l'industrie, par l'intermédiaire des associations industrielles, et visera à déterminer les conséquences de la conversion, les secteurs où des difficultés pourraient surgir, et le calendrier qui semblera le plus approprié", a dit M. Gossage.

Le président a ajouté que "la Commission écrirait aux associations intéressées et qu'elle traiterait des problèmes qu'elle juge importants; elle s'attend à ce que l'industrie évoque un certain nombre de questions pertinentes qui lui auraient échappé."

L'étape préliminaire des travaux pourra s'étendre sur trois ans. "Pendant ce temps, il y aura peu de résultats apparents, mais les travaux en question seront nécessaires si l'on veut s'éviter des ennuis plus tard," a poursuivi M. Gossage.

Parallèlement à ces démarches, la Commission s'efforcera de sonder les réactions à la métrification dans toutes les sphères de l'économie canadienne. Les associations autres qu'industrielles, les établissements d'enseignement, les groupes de consommateurs, tous seront consultés et invités à donner leur opinion sur les échéances et la façon de changer le système de mesures.

"La Commission est résolue à ce que le public soit constamment informé de nos intentions," a dit M. Gossage. Et il ajoute: "Notre stratégie finira par toucher tout le monde au Canada et nous devons nous donner un programme d'information qui soit étroitement coordonné avec elle."

La Commission propose que les associations et autres organismes similaires créent des comités pour déterminer les points de vue des différents secteurs de l'économie. Les recommandations de ces comités feront l'objet de discussions avec la Commission et seront finalement articulées en un plan directeur pour la conversion au système métrique au Canada.

Selon M. Gossage, même avec l'adoption d'un plan directeur, il est probable que la mise en vigueur des mesures adoptées ne devienne pleinement efficace que dix ans plus tard.

LA PREMIÈRE PAPETERIE DU CANADA

Il y a eu tout juste 166 ans l'automne dernier, la première papeterie du Canada commençait bien modestement à produire du papier d'emballage et d'imprimerie. Aujourd'hui, les papeteries du pays exportent annuellement pour plus d'un milliard de dollars en papier-journal seulement, sans compter le carton dur, le carton ordinaire et tous les genres de papier. Ainsi, de ce petit établissement situé à Saint-André, près de Montréal, est née l'une des industries qui rapportent le plus au Canada.

Les premiers papiers étaient fabriqués à partir de chiffons de toile et de coton, de corde et de certaines fibres végétales. Ce n'est que soixante ans plus tard qu'on commença à utiliser la pâte de bois dans les papeteries de la région de Toronto. On dit que John Taylor, de Toronto, a été l'un des premiers

au Canada à déposer une demande de brevet pour utiliser la pâte de bois. Il est l'inventeur d'une machine à hacher le bois. Au début, on utilisa le bois du tilleul. La pâte de bois constitue aujourd'hui la principale matière première de tous les papiers-journaux; on utilise également les chiffons de toile et de coton pour fabriquer certains papiers fins.

ÉNERGIE HYDRAULIQUE

L'énergie hydraulique a joué un rôle important dans la production du premier papier canadien et depuis, elle a joué un rôle prépondérant dans l'exploitation des papeteries.

C'est un groupe de jeunes hommes de Nouvelle-Angleterre, plus précisément de Newton Falls, au Massachusetts, qui a construit la première usine de Saint-André d'Argenteuil sur la rivière Outaouais, un peu à l'ouest de Montréal. La construction a été financée en partie par un papetier-libraire de Montréal, James Brown, jeune Écossais ambitieux. Il assumait par la suite l'entière responsabilité du fonctionnement de l'usine et devint propriétaire du journal *Montreal Gazette*, qu'il vendit en 1822 pour se consacrer à la fabrication du papier.

TRENTE ANNÉES D'ACTIVITÉ

La première papeterie fonctionna pendant 30 ans, soit jusqu'à ce qu'un embâcle de glaçons rompe le barrage-réservoir où s'accumulait l'eau servant à faire fonctionner les turbines hydrauliques. Une plaque commémorative rappelle l'existence de la papeterie dans la petite ville.

En 1818, un jeune Écossais de Halifax, Anthony Holland, décide de fabriquer du papier pour imprimer son petit journal, le *Halifax Recorder*. D'après l'ouvrage de George Carruthers, *Paper in the making*, son usine était construite en pierres à l'étage inférieur, alors que l'étage supérieur consistait en lamelles de bois, semblables aux planchettes d'une jalousie, pour que l'air puisse y circuler et assécher le papier nouvellement fabriqué.

En 1819, le journal était imprimé sur du papier fabriqué par la papeterie *Holland's Acadian Paper* et le Gouvernement de la Nouvelle-Écosse accordait à celui-ci 100 livres sterling pour l'encourager dans son entreprise. Après la mort de Holland, l'usine passa entre les mains de plusieurs propriétaires, puis fut incendiée en 1876.

Lorsque William Lyon Mackenzie lança en 1824 son *Colonial Advocate*, là où se trouve aujourd'hui la ville de Toronto, il pria instamment l'Assemblée législative du Haut-Canada de décerner un prix au premier fabricant de papier de la colonie. Ce fut le début d'une course dont le gagnant fut James Crooks, jeune Écossais arrivé au Canada en 1791 à l'âge de 13 ans pour rejoindre son frère aîné au Fort Niagara.

Après avoir participé à la Guerre de 1812, il établit, non loin de Dundas, quelques industries fonctionnant à l'énergie hydraulique. Il fit ses premières armes dans un moulin construit en 1813, puis s'occupa successivement d'un magasin général, d'une

distillerie, d'une filature de laine, d'une scierie, d'une minoterie et d'une tannerie.

En 1826, il établit sa papeterie et au mois de décembre de la même année l'Assemblée lui décernait la récompense de \$555. En avril 1827, le *Colonial Advocate* fut imprimé sur du papier à bords déchiquetés, fabriqué à la main. La papeterie de Crooks fut incendiée une deuxième fois en 1879, longtemps après la mort de son fondateur, et ne fut pas reconstruite.

LES PREMIERS IMPORTATEURS DE MACHINERIE

Deux jeunes Anglais, John Eastwood et Colin Skinner, qui s'étaient établis en 1821 dans la vallée du Don, non loin de l'actuelle Toronto, commencèrent à exploiter une papeterie à la même époque que Crooks. Comme le rapporte le *Colonial Advocate*, leur papeterie York fut mise en service en août 1827. Ils recueillaient les chiffons nécessaires au fonctionnement de la papeterie dans un magasin situé à l'angle des rues King et Yonge.

On dit que la papeterie de Eastwood et Skinner a été la première en août 1832 à importer et à installer de la machinerie pour fabriquer du papier.

Lorsque George Brown fonda *The Globe* à Toronto en 1844, il persuada John Taylor d'établir une autre papeterie sur le Don. Elle fut mise en exploitation en 1845, à quelque deux milles au nord de la papeterie de Eastwood et de Skinner. Taylor et ses frères achetèrent la papeterie York en 1855 et en construisirent une troisième en 1858. En 1861, dix employés travaillaient pour eux dans chacun des trois établissements.

RECETTE DE FABRICATION DU PAPIER

Le matériel brut utilisé consistait en chiffons, en paille et en jute qu'on faisait chauffer dans un liquide composé de soda et de chaux puis qu'on portait à ébullition à la vapeur et qu'on laissait ensuite reposer. Une fois le mélange clair, on le retirait pour la cuisson.

La paille était cuite dans une cuve dont le fond était perforé et dont le couvercle, qui s'ajustait à la paroi intérieure, s'abaissait à mesure que le volume de la paille réduisait en cuisant.

Après le temps de cuisson, on rinçait la paille dans une cuve et on la déposait à l'aide de fourches dans des égouttoirs. La production maximale représentait environ deux tonnes de papier par jour.

Entre 1800 et 1850, d'autres papeteries furent établies au Québec et au Nouveau-Brunswick et, après 1850, le nombre de papeteries commença à augmenter de plus en plus dans l'est du Canada.

LES PRODUCTEURS D'OBJETS D'ART DU NORD

Des mesures approuvées récemment en vue de permettre aux Esquimaux et aux Indiens de se porter acquéreurs de la Société des Producteurs de l'Arctique canadien (P.A.C.) ont fait l'objet d'une déclara-

tion du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, M. Jean Chrétien, lors de l'inauguration du nouveau siège social de cette Société à l'aéroport d'Uplands, à Ottawa. Les mesures approuvées par le Cabinet comprennent entre autres le versement, par la P.A.C., de dividendes d'encouragement aux coopératives esquimaudes et aux autres producteurs organisés faisant affaire avec la Société, sous réserve de l'utilisation de ces dividendes pour l'achat des actions détenues par le Gouvernement dans cette Société, et le transfert du contrôle de la P.A.C. aux producteurs d'objets d'art et d'artisanat du Nord, lorsque ceux-ci auront acquis 51 pour cent des actions de la Société.

HISTORIQUE DE LA P.A.C.

La Société des Producteurs de l'Arctique canadien a été créée en 1965, à la demande du Gouvernement fédéral, en vue d'offrir un instrument efficace de commercialisation aux Esquimaux et aux Indiens du Nord canadien qui s'occupent de la production d'objets d'art et d'artisanat. L'objectif à long terme fixé à ce moment-là était de permettre à ces producteurs de devenir propriétaires de la Société.

Le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien s'est employé à encourager la production d'objets d'art et d'artisanat, de même que celle de spécialités gastronomiques, favorisant ainsi l'émergence des coopératives de production. De plus, chaque année, jusqu'en 1970, le ministère a fourni à la Société les fonds d'exploitation dont elle avait besoin.

En juillet 1970, M. Chrétien a annoncé que le Gouvernement assurerait le financement de la Société en achetant 400,000 actions privilégiées remboursables, valant chacune un dollar et en accordant un prêt de \$250,000. Ces fonds ont permis à la Société des Producteurs de l'Arctique canadien de payer au comptant les produits qu'elle a reçus des coopératives et d'accélérer les paiements aux producteurs. Depuis la constitution de ce capital, la Société a fonctionné sans subvention de l'État et a continuellement réalisé des bénéfices. Actuellement elle supporte la totalité du coût du service de commercialisation.

Parlant des nouveaux projets de transfert de la propriété de la Société, M. Chrétien a fait observer que les objectifs envisagés en 1970 sont maintenant sur le point d'être atteints: "Les mesures prises en vue de la cession des droits de propriété de cette entreprise sont conformes à la politique du Gouvernement, qui vise à permettre aux autochtones du Nord de se prononcer de plus en plus dans les décisions qui les concernent", a déclaré le ministre.

Actuellement, la Société possède un réseau de 900 distributeurs répartis dans 11 pays et ses ventes sont passées de \$60,000 en 1963 à 1.3 million de dollars en 1971. On prévoit que les ventes s'élèveront à deux millions d'ici trois ans. La Société fournit des renseignements concernant le marché,

conduit des recherches à ce sujet et travaille à la mise au point de produits destinés à vingt coopératives existantes et à vingt autres en voie de création.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR DU CANADA EN 1971 (Suite de la page 2)

de métaux, de sciages et de pâte de bois ont diminué en 1971; par contre, les importations de produits automobiles ont augmenté de presque 90 millions de dollars et celles d'acier et d'alliages, de 55 millions. On a enregistré une moins forte augmentation (moins de 20 millions de dollars dans chaque cas) pour les textiles, le matériel de communication et le matériel autre que celui de transport et de communication.

En 1971, les exportations étant restées pratiquement stationnaires (560 millions de dollars) et les importations s'étant accrues de 61 millions de dollars (607 millions de dollars) en ce qui concerne le commerce avec l'Amérique latine, la balance commerciale est passée d'un excédent à un déficit. L'accroissement des importations de pétrole brut en provenance du Venezuela et de la Colombie a été la principale raison de ce changement.

Les exportations vers les autres pays du Commonwealth et vers le groupe de pays jouissant de la clause de la nation la plus favorisée se sont accrues de 79 millions de dollars (698 millions de dollars), tandis que les importations en provenance de ces pays sont restées stationnaires (622 millions de dollars); il en est résulté une diminution de la balance commerciale qui est passée de 156 millions de dollars à 76 millions de dollars. Les exportations de céréales, de métaux non ferreux et de produits automobiles vers l'Afrique du Sud ont considérablement diminué. Le Pakistan a importé moins de céréales, de métaux non ferreux, de produits chimiques, de pâte de bois et de matériel de transport autre que les véhicules automobiles et les aéronefs. Les livraisons de sciages, de papier et carton, de produits automobiles et d'aéronefs en Australie ont diminué en 1971.

La faible augmentation de 10 millions de dollars de l'excédent commercial du Canada avec les "autres pays" est due à un accroissement de 128 millions de dollars des exportations (1,186 millions de dollars) et à un accroissement moindre de 118 millions de dollars des importations (860 millions de dollars). Du fait que l'évolution n'a pas été uniforme, on remarque des tendances diverses: accroissement plus rapide des exportations vers les pays d'Asie, notamment des ventes de blé à la République populaire de Chine, et à l'Europe de l'Est; et une hausse plus rapide des importations en provenance de l'Europe de l'Ouest sauf des pays de la Communauté économique européenne et de la Grande-Bretagne.